

Au sommaire

Près de 30 000 ménages parmi les plus vulnérables bénéficiaires d'intrants agricoles pour préparer la saison 2018C p.1

Plus de 600 000 écoliers burundais reçoivent un repas journalier grâce au programme des repas scolaires p.2

Au cours du premier semestre 2018, 15% des personnes ciblées par l'action humanitaire ont bénéficié d'une assistance p. 2

Suspension des activités des ONG p.3

Analyse des risques p.4

Financements humanitaires p.4

POINTS SAILLANTS

- Chute respective de 30 et 35% de la durée des stocks des légumineuses et des céréales ;
- 705 écoles primaires bénéficient du programme des repas scolaires du PAM ;
- 15% des personnes ciblées par l'action humanitaire ont bénéficié d'une assistance au cours du premier semestre 2018.



Agricultrices, province de Buriri - © FAO/J. Belgrave.

CHIFFRES CLES

Pop. dans le besoin	3,6 millions⁽¹⁾
	H ⁽⁶⁾ F E
	0,85M 0,88M 1,87M

Population ciblée	2,4 millions⁽¹⁾
	H F E
	0,53M 0,55M 1,28M

PDI	151 520⁽²⁾
	H: n/a F: n/a

Réfugiés congolais	72 576⁽³⁾
	H: 37k F: 36k

Réfugiés burundais	384 062⁽⁴⁾
	H: 192k F: 196k

Pers. en insécurité alimentaire	1,67 million⁽⁵⁾
	IPC 3 et 4 1,67 M

Près de 30 000 ménages parmi les plus vulnérables bénéficiaires d'intrants agricoles pour préparer la saison 2018C

Depuis le début de l'année 2018, la situation de la sécurité alimentaire connaît une relative amélioration grâce aux deux saisons agricoles successives relativement propices (2018A et 2018B). Selon la dernière analyse IPC du mois d'avril, le nombre de personnes en IPC 3 est passé à 1,7 million¹. Cela représente une diminution de 35% par rapport à juillet 2017 où le nombre de personnes en IPC 3 était de 2.6 millions.

Les pluies sporadiques survenues en août ont permis de maintenir une humidité favorisant les cultures de la saison 2018C, les mettant à l'abri du stress hydrique de la saison sèche qui couvre la période de juin à mi-septembre. Ainsi, la production de tubercules (pomme de terre et patate douce) est particulièrement satisfaisante cette saison C. Cependant, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) relève une chute respective de 30 et 35% de la durée des stocks des légumineuses et de céréales entre les mois de juillet et août 2018, d'après les informations recueillies auprès des ménages repères². Cette baisse du niveau des stocks vivriers confirme l'arrivée progressive de la période de soudure.

En préparation à la mise en place de la saison 2019A qui a lieu à la mi-septembre, les agences d'appui humanitaire d'urgence et de résilience s'apprentent à octroyer des intrants agricoles de base aux plus vulnérables. L'assistance d'urgence est prioritairement octroyée aux victimes des inondations survenues durant la saison 2018B, aux rapatriés, aux retournés et aux groupes vulnérables. Cette assistance sera fournie courant octobre prochain, notamment par la FAO à 21 000 ménages, par la Communauté des Eglises de Pentecôtes (CEPBU) à 5 300 ménages et par l'ONG Welthungerhilfe à 3 000 ménages³. Les intrants agricoles de base octroyés seront notamment les semences de maïs, haricot, soja, semences maraîchères, houes, fertilisants organiques et minéraux.

FINANCEMENTS

141,8 millions

requis pour le HRP 2018 (US\$)

53,1 millions

contributions dans le HRP

8,8 millions

contributions hors HRP

(1) HRP 2018
 (2) OIM, DTM Burundi
 (3) UNHCR, Information Sharing Portal à la date du 31 août, 2018
 (4) UNHCR, Information Sharing Portal à la date du 30 septembre, 2018
 (5) Rapport de l'IPC aiguë, avril 2018 (dernières données de projection pour avril et mai 2018)
 (6) H = hommes adultes ; F = femmes adultes ; E = enfants (filles et garçons)

¹ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire mars-avril 2018 et projection mi-avril-mai 2018.
² Bulletin d'information et d'alerte sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi – Août 2018.
³ Idem.

TEMOIGNAGE DE JEANNETTE, BENEFICIAIRE DU PROGRAMME DES REPAS SCOLAIRES

Sourire aux lèvres et sac d'écolière en bandoulière, Jeannette, 15 ans, retourne en classe après trois mois de rupture scolaire. « Je vais continuer à étudier jusqu'à ce que je termine au moins l'école secondaire car je veux devenir infirmière ! » a confié Jeannette à ses camarades de classe. Orpheline de père, Jeannette est la cadette d'une famille de 6 enfants, vivant à Bwumba, dans la province de Bujumbura Rural. Sa maman, âgée de 60 ans, vit de l'exploitation agricole d'une petite propriété. Avant que le programme de repas scolaires ne soit mis en œuvre dans son école, Jeannette a dû abandonner ses études pour aider sa maman dans les travaux journaliers agricoles et assurer ainsi le repas quotidien de la famille. Ses frères aînés ont également fait le même sacrifice quelques années plus tôt.



Jeannette - Photo : © PAM/Jerome Shwigiri

Jeannette a cependant été plus chanceuse que ses frères. En effet, quelques mois après qu'elle ait quitté sa classe, le PAM et ses partenaires ont mis en œuvre le programme des repas scolaires dans son école. Sans hésitation, la maman de Jeannette s'est rendue chez le directeur de l'école et a plaidé en faveur du retour de sa fille. C'est ainsi que Jeannette a pu de nouveau intégrer son école.

Plus de 600 000 écoliers burundais reçoivent un repas journalier grâce au programme des repas scolaires

Selon les statistiques du Ministère de l'Éducation nationale publiées en 2018, plus de 450 000 enfants, soit 15% des enfants en âge scolaire au Burundi, seraient en dehors du système éducatif pour contribuer au revenu de leur famille et assurer ainsi le repas quotidien. En partenariat avec le Gouvernement du Burundi et grâce au soutien financier des bailleurs de fonds tels que le Canada et Monaco, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et ses partenaires fournissent un repas chaud journalier à plus de 600 000 écoliers burundais répartis dans 705 écoles primaires⁴. En plus d'encourager la fréquentation scolaire et d'optimiser la concentration des enfants en classe, les repas journaliers du PAM constituent un filet de protection sociale et contribuent à lutter contre la malnutrition en fournissant un repas nutritif et équilibré aux enfants issus des familles les plus pauvres.

Au cours du premier semestre 2018, 15% des personnes ciblées par l'action humanitaire ont bénéficié d'une assistance

Le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), avec le soutien des partenaires, a récemment produit le rapport de suivi périodique (PMR) du deuxième trimestre de l'année 2018. Le rapport qui compile les informations reçues de plus de 40 partenaires, indique qu'au cours des six premiers mois de l'année, 15% des personnes ciblées dans le Plan de Réponse Humanitaire 2018, soit environ 350 000 personnes, auraient bénéficié d'une assistance. Même si le taux de réalisation varie entre 35% et 11% selon les secteurs, l'analyse fait apparaître des difficultés rencontrées par les secteurs pour assister les plus vulnérables. Le faible taux de financement, estimé à près de 22 millions USD le premier semestre 2018, ce qui représente 15% des fonds requis, est un des facteurs restrictifs de l'action humanitaire au Burundi. Le manque de ressources s'est notamment traduit par une assistance d'urgence limitée aux personnes dans le besoin. Le rapport avec le détail du suivi des activités est disponible en ligne⁵.

Suspension des activités des ONG

Le 27 septembre, le Conseil National de Sécurité (CNS) a annoncé à la télévision nationale la suspension des activités des ONG internationales pour une période de trois mois, à partir du 1^{er} octobre, le temps que celles-ci se conforment à la loi sur les ONG internationales du 23 janvier 2017⁶.

Pour reprendre leurs activités, les ONG internationales doivent fournir quatre documents : une copie de la convention de coopération avec le Ministère des Affaires étrangères ; un mémoire sur la mise en œuvre des dispositions de la loi relative aux ONG étrangères et du plan national de développement ; un acte d'engagement auprès du Ministère des Finances sur le respect de la réglementation financière ; et un plan de correction

⁴ Les 705 écoles ciblées représentent 21% des écoles primaires du pays.

⁵ Rapport de suivi périodique, avril à juin 2018.

⁶ Loi du 23 janvier 2017 portant cadre général de la coopération entre la République du Burundi et les organisations non-gouvernementales étrangères (ONGE).

VISITE OFFICIELLE DE MADAME URSULA MUELLER AU BURUNDI

En visite officielle de trois jours au Burundi, la Sous-Secrétaire Générale aux Affaires Humanitaires des Nations Unies et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Madame Ursula Mueller, s'est rendue le 7 septembre dernier au centre de transit de Songore, situé dans la province de Ngozi. Elle a été témoin de l'assistance et des services de protection fournis par les partenaires humanitaires aux Burundais rapatriés volontaires de Tanzanie avant qu'ils ne soient reconduits dans leur commune d'origine.



Mme Mueller auprès d'une famille rapatriée au centre de transit de Songore - Photo : © OCHA / Dama.

Au cours de sa visite de trois jours, Mme Mueller a également rencontré les officiels du Gouvernement Burundais. Elle a souligné l'engagement continu de la communauté humanitaire à travailler avec le Gouvernement du Burundi, et ce, dans un esprit de confiance mutuelle et de respect, dans le but de réduire les besoins humanitaires. Elle a également rencontré les partenaires humanitaires, le corps diplomatique, la Plateforme nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes ainsi que la Croix Rouge du Burundi. Elle a réitéré le soutien des Nations Unies et de ses partenaires aux activités de préparation aux catastrophes naturelles entrepris par le Gouvernement et la Croix Rouge du Burundi et aux efforts pour renforcer les capacités de résilience des communautés les plus vulnérables.

progressif sur trois ans des déséquilibres ethniques au sein du personnel des organisations.

Quelques ONG internationales travaillant auprès des hôpitaux et des écoles ont été autorisées à continuer leurs activités. Elles doivent cependant, au même titre que les autres, fournir les quatre documents requis.

Analyse des risques

La chenille légionnaire d'automne, qui sévit au Burundi depuis 2016, continue de menacer les cultures, notamment la culture de maïs des marais et de la saison 2019A en perspective. Par ailleurs, la peste porcine a été déclarée en août 2018 dans la province de Rutana où elle a déjà causé une perte de plus de 3 000 porcs. En réponse à l'attaque de la peste porcine africaine, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a procédé à la désinfection d'environ 3 500 ménages affectés, grâce au projet PNSADR-IM⁷. Des mesures ont également été prises par l'administration et les services techniques du Gouvernement pour limiter la prolifération de la maladie.

D'après les prévisions météorologiques de l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU), la pluviométrie saisonnière de septembre à décembre 2018 pourrait être à tendance excédentaire dans une grande partie du pays. Le nombre de personnes déplacées internes, victimes d'aléas climatiques, pourrait augmenter ainsi que les besoins en abris d'urgence, articles non-alimentaires, vivres, eau, hygiène et assainissement. Entre janvier et mai derniers, ce sont plus de 80 000 personnes qui ont été affectées par les aléas climatiques et au moins 14 000 d'entre elles ont été contraintes de se déplacer.

L'épidémie à virus Ebola qui sévit actuellement au sud et Nord Kivu en RDC, reste un risque important pour le Burundi. Le Ministère de la Santé et de lutte contre le VIH/SIDA, ainsi que ses partenaires, poursuivent la mise en place des activités du plan de contingence, en étroite collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Le choléra qui sévit actuellement dans la province du Sud-Kivu en RDC est une autre menace sanitaire qui plane sur le Burundi.

Même si le Ministère de la Santé a déclaré la fin de l'épidémie de paludisme, la maladie reste un risque pour le pays. Pendant le mois de septembre 2018, les districts sanitaires de Muyinga, Cibitoke, Bubanza, Kinyinya, Makamba, Mpanda et Mabayi ont dépassé les seuils d'alerte du nombre de cas de paludisme.

⁷ Le Programme National pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM).

ANALYSE DES RISQUES

HRP 2018

Personnes dans le besoin **3,6M**
+20% par rapport à 2017

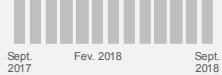
Personnes ciblées **2,4M**
+220% par rapport à 2017

Sécurité alimentaire (IPC avril 2018)

Pers. en phase IPC 3 et 4 **1,7M**
en besoin d'assistance humanitaire
-35% comparé à mai 2017

Déplacements de population

Pers. déplacées internes **152k**
-5% comparé à août 2018
(DTM sept. 2018)

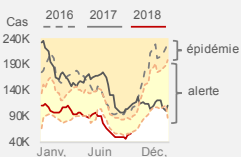


Réfugiés burundais **384k**
-0% comparé à août 2018
(31 septembre 2018)



Cas de paludisme (septembre 2018)

Nombre de cas **228K**
Nombre de décès **90**

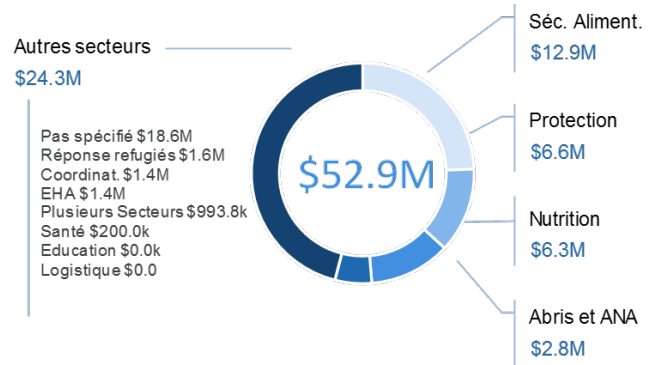
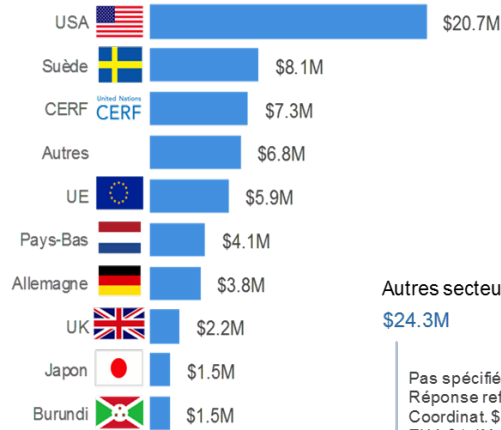


-95% de cas comparé à septembre 2017

-87% de décès comparé à septembre 2017

Financements humanitaires

A la date de publication du présent bulletin humanitaire⁸, le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2018 pour le Burundi, nécessitant 142 millions USD, était financé à hauteur de 37.5%. Ce manque de financement ne permet pas de subvenir aux besoins multisectoriels de la population burundaise, de soutenir les solutions durables des partenaires et de permettre ainsi au pays de retrouver la voie du développement.



OCHA encourage vivement les bailleurs de fonds à enregistrer leurs contributions auprès de FTS :

<https://fts.unocha.org/content/report-contribution>

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Jutta Hinkkanen, Chef de bureau a.i. OCHA Burundi, hinkkanen@un.org, Tel. (+257) 72 11 11 55

Julie Languille, Chargée de l'information publique, languille@un.org, Tel. (+257) 72 11 11 56

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi> | www.unocha.org | www.reliefweb.int

Suivez les actualités de OCHA Burundi sur twitter : <https://twitter.com/OCHABurundi>

⁸ Publication le 25 octobre 2018.